ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DU PATRIMOINE
MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL

Bureau du Comité du patrimoine mondial
Quatorzième session

Paris, 11-14 juin 1990
Salle XVI

POINT 4 de l'Ordre du jour provisoire : Examen du suivi de l'état de conservation des biens culturels inscrits sur la Liste du patrimoine mondial et problèmes techniques s'y rapportant

1. A sa onzième session, le Comité du patrimoine mondial a décidé de mettre en oeuvre, à titre expérimental, un système de suivi de l'état de conservation des biens culturels inscrits sur la Liste du patrimoine mondial. Conformément à cette décision, le questionnaire intitulé Mise à jour de l'information sur les biens culturels inscrits sur la Liste du patrimoine mondial a été envoyé au début de l'année 1988 aux Etats parties sur le territoire desquels étaient situés les cinquante premiers biens culturels inscrits sur la Liste du patrimoine mondial.
2. A sa douzième session, c'est-à-dire au terme de la première année de mise en oeuvre du système, le Comité a examiné les résultats obtenus à l'issue de cette première phase et il lui est apparu que, si ces résultats étaient encourageants, il était toutefois prématuré de tirer des conclusions définitives quant à la viabilité du système. Le Comité a donc décidé de prolonger d'un an l'expérience, tout en modifiant le calendrier d'envoi et de traitement des questionnaires. La deuxième série de questionnaires devait être envoyée début 1989. Afin de laisser plus de temps aux Etats parties pour répondre de manière circonstanciée aux questionnaires, la date-limite de réception des réponses par le Secrétariat était fixée à fin 1989. Début 1990, les réponses devaient être examinées par le Secrétariat, puis par l'ICOMOS. Les conclusions devaient être présentées au Bureau du Comité en juin 1990.
3. A la date de rédaction du présent document, sur les 23 pays concernés par la deuxième phase du système de suivi, 11 seulement ont fait parvenir des réponses aux questionnaires, pour 22 biens sur 50, soit moins de 50 %, pourcentage encore inférieur à celui de la première phase (70 % en 1988). Ces réponses sont disponibles pour consultation pendant la présente session du Bureau.
4. Les réponses reçues fournissent dans certains cas des éléments d'information non négligeables, par exemple sur les récentes découvertes archéologiques, les travaux de restauration réalisés, les nouvelles publications dont les sites ont fait l'objet ou sur l'extension des zones-tampons par acquisitions foncières des Etats.

5. Cependant, très souvent les réponses ne font pas état de questions très importantes qui se posent sur les sites et qui sont en fait les véritables problèmes sur lesquels le Comité devrait se pencher : difficultés liées au maintien de l'intégrité de l'environnement ; modification d'affectation des biens, ainsi avec l'apparition de musées de site qui tendent à supplanter le site lui-même ; problèmes posés par le tourisme et la surfréquentation des sites et, en conséquence, évolution des infrastructures hôtelières, des parkings, etc.

6. En conséquence, il est proposé que le questionnaire de mise à jour d'information soit dorénavant transmis aux Etats accompagné d'une lettre détaillée expliquant clairement quel type d'information le Comité souhaite en fait recevoir, en particulier sur les questions liées au tourisme, à l'environnement et à la mise en valeur évoquées au paragraphe 5 ci-dessus.

7. A l'issue des deux premières années de mise en oeuvre du système de suivi appliqué aux biens culturels, il est clair que, bien que les questionnaires permettent de recueillir un certain nombre d'informations utiles, leur utilisation, dans la forme actuelle, ne permet pas au Secrétariat de remplir son rôle de manière satisfaisante, c'est-à-dire de s'assurer que l'intégrité des sites est respectée, d'autant plus dans le cas de certains biens mixtes ou culturels comportant des zones naturelles.

8. A sa treizième session, le Comité a constaté que le système établi était à la fois assez lourd et peu satisfaisant, notamment si on le comparait au système de suivi des biens naturels, et qu'il ne permettait pas au Comité de s'acquitter efficacement de cette importante fonction. Il a été suggéré de revoir le rôle assigné à l'ICOMOS et à l'ICCROM et de faire davantage appel à ces organisations spécialisées dans la conservation du patrimoine culturel, tout en utilisant évidemment les structures existant déjà sur le terrain, ainsi que l'expertise des membres du Secrétariat.

9. Le Secrétariat envisage donc d'étudier les meilleurs moyens susceptibles de permettre au Comité de remplir pleinement son rôle en ce qui concerne le suivi des biens culturels inscrits sur la Liste, en utilisant mieux les réseaux existants (comités nationaux de l'ICOMOS, l'ICCROM, représentants de l'Unesco dans les pays, etc.) et en recherchant une contribution accrue des spécialistes sur le terrain.

10. Grâce à la participation de tels réseaux, le Comité pourrait davantage être tenu informé de l'état de conservation des biens qui méritent une attention particulière du fait de dangers mettant leur authenticité ou intégrité en péril. Alors que les questionnaires continueraient d'être envoyés par séries de 50 biens examinés en fonction de la date de leur inscription sur la Liste du patrimoine mondial, l'utilisation des réseaux porterait uniquement sur les biens dont les dangers ont été identifiés, quelle que soit la cause de leur mise en péril (changements climatiques, utilisation touristique, développement économique, etc.) comme cela est le cas en ce qui concerne le suivi des biens naturels.

11. Une telle amélioration du système permettrait de mieux coordonner le suivi de l'état de conservation des biens inscrits et l'octroi d'assistance technique, deux champs d'action qui gagneraient à être davantage liés.

12. Les membres du Bureau sont d'une part invités à donner leur avis sur les moyens d'améliorer le système de suivi et, d'autre part, à se prononcer sur l'opportunité de lancer, en 1991, la troisième série de questionnaires.